Paru dans *Junge Freiheit*

Elections primaires aux Etats-Unis

La grande majorité des Américains n'ont jamais mis les pieds en dehors des Etats-Unis. L'espagnol mis à part, ils n'ont jamais eu l'occasion d'entendre une autre langue que la leur. Ils n'ont jamais vu durant toute leur vie que des films américains joués par des acteurs américains, ni entendu une chanson interprétée dans une autre langue que l'anglais. Quand leur pays déclare la guerre à un autre, ils ne savent généralement pas dans quelle partie du monde se trouve le pays ennemi. Près de 20 % d'entre eux sont même incapables de situer les Etat-Unis sur une carte du monde.

Alors même que les Etats-Unis ont toujours tenu à affirmer leur *leadership* mondial, c'est dire que la politique étrangère est vraiment le cadet des soucis de l'électorat américain. Aucun candidat à l'élection présidentielle américaine n'a d'ailleurs jamais remporté la victoire en parlant de politique étrangère. On se souvient de l'expression « *It's the econonomy, stupid !* », inventée en 1992 par James Carville, alors stratège de Bill Clinton, pour tourner en dérision un George Bush père, qui espérait alors se faire élire en capitalisant sur ses succès de politique étrangère. C'est encore plus vrai pour l'élection de cette année, qui intervient dans un climat économique menaçant, marqué notamment par la terrible crise immobilière des « subprimes » : 57 % des Américains sont convaincus que leur pays est déjà entré en récession, tandis que beaucoup de spécialistes prédisent un krach financier mondial. Les candidats à l'élection du mois de novembre parlent donc peu de l'Europe ou de la Russie. Même l'Iran et l'Irak n'ont pas joué dans leurs campagnes le rôle que beaucoup attendaient. Tous se concentrent désormais sur la situation intérieure, en particulier sur l'économie.

Les primaires du « Super Tuesday » (5 février) n'ont par ailleurs pas départagé les candidats ni dans un camp ni dans l'autre. John McCaine se détache chez les républicains, mais reste suivi à quelque distance par Mike Huckabee. Barack Obama et Hillary Clinton sont toujours au coude à coude.

Dans de telles conditions, il est pour le moins malaisé d'évaluer ce que pourrait être la politique étrangère des trois candidats aujourd'hui favoris s'ils devaient faire leur entrée à la Maison-Blanche, et quelles seraient les répercussions de leur élection tant pour les alliés des Etats-Unis que pour ceux qui contestent leur position dominante. Pour s'avancer à faire des pronostics, il faut s'en tenir à des bribes de discours et d'articles, s'intéresser aux entourages et tirer la leçon d'un certain nombre de sondages.

La politique étrangère de Hillary Clinton ne semble pas se distinguer fondamentalement de celle pratiquée par son mari durant les huit années de sa présidence : entretenir de bonnes relations avec les alliés qui acceptent la suprématie américaine, soutenir l'Egypte, la Jordanie et la Turquie, favoriser entre les Israéliens et les Palestiniens des « négociations » qui n'ont pas abouti à grand chose depuis vingt ans, rester attentifs à la montée en puissance de la Chine et de la Russie, poursuivre le rapprochement avec l'Inde, etc. Deux de ses proches conseillers, l'ancien sénateur Joseph Biden et Richard Holbrooke, spécialiste des questions européennes, pourraient en cas de victoire se voir confier le Département d'Etat.

Barack Obama, qui se veut à la fois le candidat du « rassemblement » et du « changement », passe pour être en matière de politique étrangère « plus à gauche » que Hillary Clinton, ce qui, en termes plus concrets, veut aussi dire plus ouvert au reste du monde. Tandis que ses adversaires les plus acharnés l'accusent d'être « musulman » (ce qui est parfaitement faux), voire de nourrir en secret des sympathies islamistes (ce qui l'est plus encore), certains rappellent qu'il a participé dans le passé à des réunions en faveur de la Palestine, et observent que Robert Malley, ancien membre du Conseil national de sécurité connu pour avoir fréquemment critiqué Israël, figure parmi ses proches. Obama a aussi fait savoir qu'il souhaite parler directement aux Iraniens, aussi bien qu'aux représentants du Hamas et du Hezbollah, dans une approche plus globale et plus multilatérale des enjeux, misant ainsi sur la diplomatie plus que sur la force militaire.

John McCain, sénateur de l'Arizona, n'appartient pas au milieu « néoconservateur ». Il est plutôt le type même de l'homme politique et du « vétéran » classique, dont les « valeurs américaines » constituent l'unique horizon. Son passé de soldat, le fait qu'il ait été détenu pendant plus de cinq ans dans les prisons nord-vietnamiennes, après que son avion eut été abattu en 1967 au-dessus de Hanoï, lui valent la sympathie des militaires. Son père et son grand-père ont eux-mêmes été des amiraux (mais en 1848, ses ancêtres sudistes étaient encore propriétaires d'esclaves). Il a de bonnes chances de l'emporter en novembre prochain, malgré le handicap de l'âge (à 72 ans, il serait le plus vieux président élu de l'histoire des Etats-Unis). Les conservateurs l'ont parfois jugé trop « centriste », mais il lui suffirait de prendre Mike Huckabee comme vice-président, ainsi qu'en court déjà la rumeur, pour se retrouver, tout comme George W. Bush, l'allié des fondamentalistes de la puissante « droite évangélique ».

Il a sans surprise été favorable à la guerre en Irak, y compris à l'envoi de 30 000 hommes supplémentaires en janvier 2007. Il veut même encore l'intensifier, comme le souhaite l'électorat de l'« Amérique profonde » auquel il s'adresse en priorité. Clinton et Obama, la première ayant approuvé la guerre en octobre 2002 alors que le second l'a condamnée, ont au contraire pris position pour un retrait graduel des troupes, mais sans fixer de calendrier précis, l'un et l'autre affirmant seulement que les soldats américains devront avoir totalement quitté l'Irak en janvier 2013 (soit après la fin de leur mandat éventuel !). Si McCain n'hésitera de toute évidence pas à s'engager dans une guerre contre l'Iran, Clinton et Obama n'en excluent pas non plus le principe, même s'ils marquent leur préférence pour des solutions « diplomatiques ». Aucun d'entre eux, enfin, n'a été capable de formuler un plan de paix cohérent et crédible pour le conflit israélo-palestinien.

Un sondage auprès des Israéliens publié en novembre 2007 dans *Haaretz*, montrait que leurs candidats préférés étaient d'abord John McCain et Rudy Giuliani chez les républicains, puis Hillary Clinton chez les démocrates. Ces choix sont aussi ceux des Américains d'origine

juive (10 millions de personnes, dont la moitié seulement sont affiliés à une synagogue). Tout comme les Hispaniques, il s'agit d'une minorité « survotante », dont en moyenne 80 % des membres se déplacent pour aller voter, contre seulement 30 à 50 % pour la population générale. L'organisation ultra-orthodoxe Agoudath Israel of America a récemment appelé les Juifs américains à participer « massivement » au scrutin.

Après des années de frustration due à la politique étrangère catastrophique de la Maison-Blanche, les Européens préfèreraient probablement voir Barack Obama lui succéder. Ils auraient tort cependant de trop attendre de ce dernier. Si l'ère Bush touche à sa fin, il n'en reste pas moins évident que George W. Bush n'a jamais fait qu'exacerber des tendances à l'unilatéralisme et à l'interventionnisme « moral » qui, dans l'histoire, ont toujours fait partie de la manière américaine de traiter les affaires du monde.

John McCain est, de son propre aveu, parfaitement ignorant en économie. Le problème est qu'il ne semble pas non plus très bien informé en politique étrangère. C'est ainsi qu'au cours d'un récent discours, il a qualifié Vladimir Poutine de « président de l'Allemagne ». Le plus drôle est que ses adversaires l'ont « corrigé » en lui signalant que la « présidente allemande » s'appelle Angela Merkel. Le mot « chancelière » ne se traduit peut-être pas en américain.

Alain de Benoist

(11 février 2008)